

le *Pays*, que si l'Angleterre veut garder le Canada, qu'elle paie pour sa défense. Aujourd'hui, on ne le dit pas aussi ouvertement, mais on vante les richesses des États-Unis; on fait valoir le nombre de leurs canons, de leurs flottes et de leurs armées, pour faire voir qu'il est inutile pour nous de chercher à nous défendre en cas d'attaque, et pour porter le peuple à tirer la conséquence qu'il vaut mieux pour nous ne rien dépenser pour organiser notre défense. Quand le gouvernement CARTIER-MACDONALD a été renversé sur une question de loyauté envers le gouvernement impérial, toute l'opposition a voté contre le principe de l'organisation de la milice pour notre défense. Alors, les chefs de l'opposition ont voté sans scrupule contre la milice; mais deux ou trois jours après, lorsqu'ils eurent remplacé ceux qu'ils venaient de renverser, ils votaient aussi sans scrupule et sans hésitation \$300,000 pour organiser la milice. Ils nommèrent des instructeurs par tout le pays, parce qu'ils avaient appris qu'il fallait faire quelque chose pour le gouvernement impérial, comme sujets britanniques. Aujourd'hui, ils agissent encore comme ils agissaient alors, et veulent encore jouer double. Ils ne veulent pas de confédération, mais ils admettent qu'il faut un remède aux difficultés sectionnelles, dont personne ne peut nier l'existence. Cependant, ils ne veulent pas nous dire quel remède ils proposent à ces difficultés; ils veulent le garder pour eux-mêmes et le tenir au fond de leur esprit, comme ils l'ont fait pour ce fameux budget de l'hon. député de Châteauguay, qui devait nous faire sortir de nos difficultés financières, lorsqu'il était ministre des finances, mais qui n'a jamais vu le jour. Dix-huit mois n'ont pas suffi pour faire sortir l'enfant! (Écoutez! et riez.) Si le gouvernement ne réussit pas à faire accepter son plan par toutes les provinces, au moins il aura tenu sa parole et gardé la foi due à un traité solennellement conclu entre les différentes provinces de l'Amérique Britannique du Nord. L'hon. député de Châteauguay (M. HOLTON) nous a dit qu'il avait reçu une dépêche télégraphique dans laquelle on l'informait positivement que le peuple des provinces d'en-bas ne veut pas de la confédération, et qu'il s'est prononcé contre dans le Nouveau-Brunswick. Mais qu'est-ce que cela veut dire? Devons-nous pour cela rejeter aussi le projet du gouvernement? Est-ce que nous ne sommes pas liés à ce projet par

la parole de nos ministres? Non! nous tenons à ce grand projet de confédération, et nous n'avons pas besoin de petits plans comme les hon. messieurs de l'autre côté voudraient en proposer—de même qu'ils voulaient faire nommer de petits juges et diviser le Canada en petites parties. L'opposition a appris au peuple, il est vrai, à se défier de cette grande mesure, en touchant à la corde des taxes directes et en disant que le Canada sera obligé de se taxer pour acheter les terres des provinces d'en-bas et les défendre. Elle espère par ce moyen gagner la confiance du peuple et revenir au pouvoir; mais si elle y parvenait, elle serait obligée de faire plus tard, comme elle l'a déjà fait, ce qu'elle condamne aujourd'hui et ce que les hommes du pouvoir actuel veulent faire dans les intérêts du peuple; elle serait obligée d'organiser la défense du pays comme le gouvernement le propose et comme les autorités impériales le désirent. Aujourd'hui, nous n'avons à choisir qu'entre deux alternatives: ou il faut nous annexer aux États-Unis, ou il faut respecter les volontés de l'Angleterre et accepter la confédération avec toutes les provinces. Si nous ne voulons pas de la confédération ni de l'annexion, il faut rester tels que nous sommes et continuer à nous battre avec le Haut-Canada, et pendant ce temps le peuple restera derrière sa charrue, les affaires ne marcheront pas et la dette augmentera par millions. (Écoutez! écoutez!) Depuis quelques jours, M. l'ORATEUR, nous entendons faire des discours sentencieux aux hon. messieurs de l'opposition, qui font constamment appel aux préjugés religieux et nationaux de la population du Bas-Canada, pour combattre le plan du gouvernement. Ils nous font des tableaux qui font vraiment peine au cœur. On dit aux protestants qu'ils vont perdre leurs droits dans le Bas-Canada, à propos de l'éducation de leurs enfants, avec la confédération; et, d'un autre côté, on dit aux catholiques que leur religion est en danger parce que le gouvernement fédéral aura le droit de veto sur toutes les mesures du gouvernement local. Mais il faut nécessairement que ce droit de veto existe quelque part, afin que la minorité puisse être protégée contre les injustices que pourrait tenter de commettre la majorité à son égard. Nous ne pouvons pas espérer avoir la majorité dans le parlement fédéral, quand nous, Bas-Canadiens-Français et catholiques, ne l'avons jamais eue dans l'Union actuelle